



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-Le-Temple

Savigny-le-Temple, le 24/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**
SIVOM

Route de Tremblay
91480 Varennes-Jarcy

Références : E/24-2306
Code AIOT : 0006513226

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 octobre 2024 de la déchetterie et de la plateforme de tri, exploitées, par le SIVOM, implantées sur les communes de Varennes-Jarcy (91480) et Brie-Comte-Robert (77170). Cette inspection, annoncée le 16 octobre 2024, fait suite à l'inondation survenue, sur le site, entre le 10 et le 12 octobre 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIVOM
- 77170 Brie-Comte-Robert
- Code AIOT : 0006513226
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple (SIVOM) de la Vallée de l'Yerres et des Sénarts est autorisé, par l'arrêté interpréfectoral n° 12/DCSE/IC/104 du 20 décembre 2012, à exploiter, sur le territoire des communes de Varennes-Jarcy (91480) et de Brie-Comte-Robert (77170), une installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial et une installation de tri, transit, regroupement de déchets non dangereux.

A cet effet, les activités de la déchetterie et de la plateforme de tri relèvent des régimes de l'autorisation, de l'enregistrement et de la déclaration au titre des rubriques de la nomenclature des installations classées suivantes :

Autorisation

2710-1-a : Installation de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial

Enregistrement

2710-2-a : Installation de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial ;

2716-1 : Installation de tri, transit, regroupement de déchets non dangereux non inertes ;

Déclaration

2714-2 : Installation de tri, transit, regroupement de déchets non dangereux

2794-2 : Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Accidents - Incidents	Arrêté Préfectoral du 12/12/2012, article 2.3	Demande de justificatif	1 mois
2	Procédure inondation	Code de l'environnement article L.181-14	Demande d'action corrective	4 mois

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inondation observée, entre le 10 et 12 octobre 2024, sur le site de la déchetterie et de la plateforme de tri exploitées par le SIVOM, est la seconde de cette importance, en huit ans, obligeant la fermeture du site aux usagers durant plusieurs jours. Au regard de ce phénomène initialement non identifié au cours de la procédure d'autorisation environnementale, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne de prescrire par arrêté préfectoral complémentaire l'élaboration d'un plan d'opération interne inondation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accidents – Incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2012, article 2.3
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus [...]. En cas d'accident, l'exploitant indique toutes les mesures prises à titre conservatoire. Un rapport d'accident ou d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées, dans un délai de 15 jours sauf décision contraire de celle-ci. Ce rapport précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, et les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident et similaire et pour en pallier à moyen ou long terme.
Constats : L'exploitant a informé, l'inspection des installations classées, par courriel du 10 octobre 2024 à 12h00 de l'inondation subie par la déchetterie, suite aux précipitations de la nuit précédente. Par la suite, l'exploitant a communiqué quotidiennement un courriel précisant l'évolution de la situation sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre, sous un mois un rapport circonstancié de l'évènement, précisant les causes éventuellement déterminées, les mesures immédiates mises en œuvre, les mesures futures envisagées en cas de réitération de l'inondation du site, agrémenter le rapport des photographies du sinistre.

Type de suites proposées : Avec suite

Proposition de suites : Demande de justificatif

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Procédure risque inondation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/10/2024, article L.181-14

Prescription contrôlée :

[...]

L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées, particulièrement au regard de l'article L.511-1 du Code de l'environnement.

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté que l'accès à la déchetterie était toujours fermé suite au sinistre.

Cependant, les conditions d'utilisation de la plateforme de transit permettaient l'acceptation, en provenance des services techniques de la commune et du SIVOM, des déchets verts, gravats, bois, verres, tout venant et déchets issus des balayeuses.

L'inspection des installations classées a constaté que le niveau de l'eau, au plus fort de l'inondation, avait atteint 50 cm à 60 cm dans les locaux d'accueil de la déchetterie, les bureaux, et les locaux dédiés à l'entreposage des déchets divers spécifiques (DDS) et les déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E). Cependant aucune pollution n'a été observée au cours de la crue. Les DDS n'ont pas été immergés car essentiellement entreposés à l'intérieur de bacs dont la hauteur était supérieure à celle du niveau de l'eau. De plus, les personnels du SIVOM avaient installé des barrages-boudins en périphérie des portes du local DDS pour prévenir tout risque de pollution.

Le site exploité par le SIVOM, à Varennes-Jarcy, n'est pas soumis au droit des aléas du plan de prévention des risques naturels d'inondations de la Vallée de l'Yerres, c'est pourquoi l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 décembre 2012 ne prévoit pas l'application de consignes d'exploitation particulières quant à ce risque.

Néanmoins, en raison d'une topographie spécifique et d'un environnement agricole avéré, lors d'un évènement pluvieux de forte intensité conjugué à l'absence d'absorption des sols, les ruissellements issus des parcelles agricoles situées au Nord du site se déversent en direction de la déchetterie et de la plateforme de transit de déchets.

Pour rappel, une inondation d'une ampleur plus importante a été observée en 2016.

C'est pourquoi, au regard des risques liés aux modifications climatiques, et afin de prévenir toute forme de pollution en cas d'inondation, l'inspection des installations classées demande au SIVOM d'établir des mesures d'urgence à mettre en œuvre face au risque d'inondation, ces mesures prendront la forme d'un plan d'opération interne inondation, qui sera prescrit par arrêté préfectoral complémentaire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Etablir un plan d'opération interne inondation concernant le site de Varennes-Jarcy.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

